

VERS UNE « SOCIAL ECOLOGIE » ?

Note du PRÉ

Par le groupe de travail « Quel projet politique pour demain ? » (animé par Dominique Lèvèque, Gilles Sohm, Guillaume Vuilletet)

Mars 2015

La période offre une formidable opportunité pour l'écologie politique (dans son attention aux limites naturelles de la planète, au changement climatique, aux pollutions eau-terre-air, aux gaspillages, aux risques techno-scientifiques, aux générations futures) de se ressaisir et de se réinscrire dans un mode opératoire et non plus seulement s'enfermer dans du rêve ou de l'incantatoire.

On voit bien la nécessité qu'il y a de réfléchir à ce qui pourrait servir non seulement de symbole, de marqueur de gauche, mais aussi qui donnerait à voir et à espérer un peu plus loin : repenser notamment une politique des « services publics », et au-delà, une politique du « commun » (1) qui serait susceptible de nourrir la matrice d'un projet politique.

Il ne s'agirait pas seulement de réveiller pour notre plaisir démodé la vieille figure des *enclosures* analysées par Marx et des *commons* anglais de Thomas More, encore que (sic !)

Mais, partant du constat que l'on assiste aujourd'hui à une nouvelle forme d'accumulation primitive, non plus seulement sur les terres, mais sur à peu près tout, sur le vivant comme sur les connaissances (les entreprises se jettent sur tout ce qui peut se transformer en brevets, en dividendes, en copyrights, en droits de péage), Il s'agirait de sortir de la fausse alternative «marché ou État» qui perdure encore aujourd'hui.

En réalité, les deux peuvent aller ensemble : en France, on associe le service public à l'État. Tout ce qui est étatique est réputé «social», «de gauche», «progressiste» (2).

Chacun est supposé jouir d'un même accès au service public d'éducation (l'école), au service public de santé (l'hôpital), à la sécurité (Police), aux moyens de transports, au logement, à la culture, au numérique, etc. mais outre le fait que c'est parfois formel, le citoyen est de plus en plus amené à devoir accepter en échange de se transformer en usager passif, laissant le monopole de la gestion à l'État. Nonobstant le travail utile des associations d'usagers de ces services publics.

Le *commun*, ce ou ces biens que nous avons en commun, ne pourrait-il pas se définir par l'égalité non seulement dans l'accès, mais aussi dans, sinon l'élaboration, du moins la co-élaboration des buts de l'activité ?

Le commun est ce qui fait l'objet d'une décision collective qui nous engage et nous oblige, dont nous nous occupons en commun (3). Il est usuel et fréquent de se représenter le commun sous la forme des ressources naturelles (l'eau, l'air, la forêt...), comme s'il était supposé qu'un certain type de biens possédait des qualités intrinsèques qui les feraient relever du commun. Le hic, c'est que ce raisonnement revient à confier de manière fictive à la nature la responsabilité de fixer à l'avance l'organisation des activités humaines !

Tel bien serait «naturellement» un commun, tel autre relèverait «naturellement» du marché, ou de l'État.

Or les choses communes, dans une longue tradition juridique et économique, c'est ce qu'il est impossible de s'approprier physiquement.

Un enjeu intellectuel serait peut-être de dénaturiser le commun pour le politiser, pour se le réapproprier afin de le penser comme la formule même de la démocratie.

On sait bien, par exemple, qu'il n'appartient pas à la nature de la connaissance de devoir être partagée: pendant des millénaires, la connaissance est restée l'apanage de moines et de quelques-uns. C'est en réalité un choix collectif qui en a fait un objet de partage.

Le fait d'être un commun n'est donc nullement un trait éternel.

Cela dépend entièrement d'un acte politique, d'une décision de mise en commun (4).

Il ne s'agirait pas de se cantonner à une espèce de logique d'expérimentation locale, car il n'est pas douteux que cette méthode de contournement par l'extérieur soit suffisante.

Il ne s'agit pas ici de réactiver les conseils ouvriers, mais dans le secteur privé, il pourrait être fait valoir la nécessité de passer un cap après les lois Auroux, les attermolements, les reculades et dévoiements qui n'ont cessé d'avancer depuis, en proposant de transformer l'entreprise pour en faire un lieu de meilleure démocratie.

Dans le secteur étatique, pourquoi la gestion des services publics n'associerait-elle pas salariés, usagers et citoyens ?

Le commun pourrait devenir un véritable principe politique qui irrigue tous les secteurs de nos sociétés. Peut-être même une alternative au néo-libéralisme dont la caractéristique principale aujourd'hui, on le voit quasi tous les jours n'est plus tant le laisser-faire que la construction active du marché...

Y compris en instrumentalisant l'Etat pour y arriver.

Redonner du sens au concept d'intérêt général, d'intérêt commun (comme les Grecs le denommaient), d'utilité publique (les Romains), de bien commun (Moyen âge) ou encore de bien public usité chez Machiavel.

Cette réflexion serait de surcroît susceptible de donner du grain à moudre à qui voudrait conforter la gauche et ne craindrait pas d'envisager le dépassement d'EELV comme celui du PS d'ailleurs ou des autres appareils politiques à gauche.

Comme à qui voudrait bien ailleurs.

Le PRé pourrait ainsi réfléchir aux contours d'une nouvelle alliance entre République et écologie politique, mais aussi libéralisme politique, « écosocialisme », anticapitalisme/altermondialisme, relativement souple dans la doctrine, précise dans le programme et irréductible dans les valeurs.

Capable donc de surmonter l'épuisement des partis traditionnels, tant au plan organisationnel, programmatique, politique et moral, capable de réhabiliter la notion d'usage et de droits d'usage et de lutter contre la tentation d'une « nouvelle enclosure du monde », c'est à dire d'une appropriation privée tous azimuts de biens qui passaient jusqu'à il n'y a pas si longtemps pour inappropriables, comme l'air, l'eau, le vivant.

Le mot n'est sans doute pas le plus adéquat tant il renvoie à un modèle, celui de la social-démocratie, qui ne correspond - dans sa méthode politique et son contenu - ni à la tradition ni à la réalité française, mais employons-le à défaut d'en trouver un autre pour l'instant : une sorte de « social-écologie» (5) ?

Il est vrai que la social-démocratie européenne s'est paradoxalement démonétisée, alors même que la crise économique de ces dernières années a marqué la faillite des théories libérales, et que l'on n'a pas manqué d'invoquer dès 2010-11 le retour à la régulation et le renforcement de la puissance publique.

Pourtant, les partis sociaux-démocrates, y compris ceux qui étaient au pouvoir en Europe du Nord, n'ont pas profité électoralement de ce nouveau contexte, que ce soit lors des élections européennes ou aux scrutins nationaux : au contraire, c'est à la quasi-faillite de la social-démocratie européenne à laquelle l'on a assisté.

Il ne s'agit évidemment pas ici de miser sur le fait que le modèle social-démocrate aurait atteint la fin d'un cycle historique, il convient juste de s'accorder sur les termes de cette crise en postulant qu'elle n'est pas synonyme de disparition mais de recomposition, dans laquelle l'écologie politique devrait pouvoir trouver sa place en se re-légitimant, et la gauche s'augmenter au lieu de se disséminer, de s'éparpiller façon puzzle...

Les enjeux de cette réflexion ne sont pas minces : comment faire en sorte que la transition écologique ne soit pas vécue comme une punition, soit mise au cœur du projet de société par les citoyens eux-mêmes ?

Comment faire en sorte de ne pas faire subir aux populations - à commencer par les petites et moyennes gens (6), une quatrième peine avec une transition écologique qui serait vécue comme une punition ? Alors qu'ils subissent déjà la triple peine avec la peine économique (chômage, précarisation...), politique (inégalité, protection amoindrie...) et morale (le sentiment d'humiliation) ?

Comment aussi ne pas tomber dans ce grand risque qui déjà pointe son nez : celui de la résignation aux inégalités, à la misère sociale, au durcissement des conditions de vie et de travail notamment des plus pauvres d'entre nous ?

Certes, la France n'est pas la Grèce, sauf que l'on découvre, effarés, que l'Allemagne, la première économie de la zone Euro, a des pauvres, et de plus en plus (12,5 millions vivraient sous le seuil de pauvreté).

Ce qui pointe son nez est cette espèce de légitimation de cette réalité par les contraintes extérieures, la mondialisation, les lois du marché qui font qu'on ne pourrait plus rien faire : refrain hélas bien connu. Le temps ne semble pas loin où les chômeurs seront déclarés responsables de leur situation. Cela a déjà commencé. Comme l'indifférence dans le reste de la population qui pourrait s'installer.

C'est là tout le défi d'une écologie politique soucieuse de la République : redonner de l'espérance, recréer de l'esprit démocratique et réhabiliter l'idéal.

En conciliant écologie, compétitivité et justice sociale. En faisant avec une Europe qui pour l'instant ne dessine plus d'avenir et s'est muée en théâtre du renoncement des dirigeants politiques et de désorientations des peuples, et dans une France minée par un confusionnisme politique qui brouille l'espace idéologique et par un néoconservatisme - par analogie avec les « révolutionnaires conservateurs » de l'Allemagne de Weimar - qui est en train d'effectuer un Hold up d'ampleur sur le patrimoine sémantique de la gauche : « critique », « critique du néolibéralisme », « critique de la finance et des banques », « critique de la mondialisation », « peuple », « République », « justice sociale », « laïcité », « écologie », jusqu'à « démocratie » et « décroissance ». Tout en frappant d'indignité les mots « Etat », « égalité » ou « assistance ».

Le fait est que peu à gauche en semblent conscients ou acceptent de le voir, et particulièrement dans cette « gauche de la gauche » qui semble toujours croire avoir la main en matière de critique sociale, alors qu'elle est en train de la perdre au profit du « politiquement incorrect » et d'un révolutionnarisme néoconservateur.

L'enjeu pour les écologistes est donc de recrédibiliser l'écologie politique, la réhabiliter par l'action, faire en sorte que l'écologie politique et/ou l'écologie dans les partis traditionnels (pour peu qu'ils la portent avec conviction et volonté) et plus sûrement dans une nouvelle forme d'arborescence politique, de concert avec les acteurs de terrain, aient une réelle capacité à faire évoluer notre société. Tant qu'ils resteront dans la posture, ils nourriront l'incompréhension de l'opinion publique, ils s'interdiront de peser sur les décisions qui fondent l'action publique, d'élaborer des solutions qui feront de la transition écologique le chemin de la sortie de la crise. Mais peut-être craignent-ils de favoriser l'émergence d'une force de profonde transformation sociale et économique, soucieuse d'impulser un mouvement vers une transition énergétique acceptable socialement, qui remettrait en cause leur « pré-carré » ?

Une écologie politique soucieuse du consentement des plus faibles comme des classes moyennes, dans la voie induisant un mode de production différent, économe en ressources naturelles, moins gourmand en énergie et en matières premières, promouvant une agriculture durable de qualité, et s'intéressant à la question des biotechnologies, de la chimie du végétal, du stockage de l'électricité...

Cette conviction de la nécessité d'un rôle opérationnel de l'écologie politique, et plus largement d'une écologie au centre du projet de société pour le bien-être du plus grand nombre nous amène à différents constats au plan de la politique française :

Jamais les écologistes politiques, ceux d'EELV en l'occurrence, n'ont été si peu influents que depuis qu'ils sont sortis du gouvernement, jamais ils n'ont parlé si peu d'écologie que depuis qu'ils sont dans une semi-opposition, jamais les écologistes ils n'ont été si peu en phase avec leur électorat que depuis qu'ils fantasment sur le mirage d'un Syriza à la française.

Signalons incidemment que la période offre une non moins formidable opportunité par ailleurs, pour les socialistes, pour la social-démocratie globalement (dans son attention pragmatique à des réformes structurelles dans une dynamique de transformation sociale, depuis Jean Jaurès et Otto Bauer), de se régénérer par l'écologie, en contribuant à la construction d'une force politique alternative face à la tentation sociale-libérale pesant sur la gauche.

Cela est à prendre en considération par les écologistes.

C'est également le cas pour toute autre sensibilité susceptible de venir élargir l'indispensable critique de la logique d'accumulation du capital autour d'une stricte logique de profit comme des « rapports de classes » qui lui sont associés. Pour toute composante, toute formation qui serait d'accord pour essayer d'articuler dialectiquement réformes structurelles et horizon radical d'une société émancipée du capitalisme.

On a besoin d'un nouvel horizon pour que les réformes ne s'engluent pas dans l'ordre existant des choses. Comme on a besoin d'une vision autre que simplement gradualiste et progressive du changement politique qui passerait à côté des ruptures et négligerait la capacité créative des affrontements sociaux, une vision qui remette en cause l'hégémonie d'un modèle de croissance irraisonnée, insoutenable socialement, injustifiable moralement, suicidaire politiquement.

L'enjeu reste malheureusement le même qu'en 2012 : promouvoir une écologie opérative et lutter tout à la fois contre un écolo-scepticisme ou un écolo-fatalisme.

Il s'agit de passer aux actes en favorisant maintenant un nouveau modèle de développement, en tant qu'également un nouveau mouvement émancipateur possible de l'humanité.

Les écologistes doivent se départir d'une posture strictement morale pour accepter enfin de faire de l'écologie politique, et non pas seulement par intermittence, accepter de mettre les mains dans le cambouis, bref arrêter de mettre leur imagination sans bornes au service du pas de côté, du sur place et du stérile, voire de la marche arrière, quand ce n'est pas parfois du pire. C'est pour cela qu'il n'est plus temps d'avoir des réticences, ou quelque crainte ou honte que ce soit à continuer de faire valoir une utopie possible, réalisable et à se donner les moyens de la mettre en œuvre comme à nouer les alliances nécessaires.

Sauf à faire définitivement de l'écologie un rêve, une option décroissante.

C'est un pari (raisonné), qui a devant lui des risques et des difficultés.

Plus celles et ceux qui participeront à l'initiative seront conscients tout à la fois de ce qui s'ouvre réellement et des problèmes qui pourraient refermer ce projet, plus l'aventure a de chances d'aboutir à quelque chose d'inédit et de stimulant. Ici, esprit d'aventure et lucidité autocritique doivent être impérativement associés, sous peine de retomber dans les conformismes et les langues de bois dont les gauches, y compris dites « radicales », sont si friandes...

"*Optimisme de la volonté, pessimisme de l'intelligence*", aimait à répéter Gramsci !

Combiner l'expérimentation d'autres façons de vivre, de travailler et de décider ici et maintenant, la conquête d'une « hégémonie » culturelle (au sens gramscien, mais dans une logique clairement pluraliste), une transformation des institutions étatiques existantes, une dynamique de réformes structurelles et l'émergence de formes d'auto-organisation démocratiques.

Nous avons ici évidemment plus de questions, dans la *mise en tension* de pôles distincts de la transformation sociale, que de réponses unifiées et définitives. Mais « l'équilibration des contraires » chère au socialiste libertaire Pierre-Joseph Proudhon sera sans doute plus utile dans

les mois qui viennent à la gauche et aux écologistes que la logique de « l'harmonie », de « la synthèse » ou de « l'unité » qu'ont tant privilégiée des générations de « marxistes »...

Ce qui pourrait être proposé est finalement assez banal : stopper l'assèchement de l'écologie politique, contribuer à renouer avec l'art perdu de la conversation entre les hommes, et entre les hommes et le reste du vivant, retrouver la langue des chênes et des genêts, des castors et des abeilles, des idées et de la poésie, de la glaise et des étoiles...

(1) Comme y invitent, entre autres, le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval in «Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle» ou encore le professeur en sciences de l'information et médias, Nick Dyer-Witheford (Université de Western Ontario) qui revisite depuis 2007 le concept des biens communs sous l'angle des ressources limitées et illimitées.

(2) Or ce n'est pas si clair. Dès la fin des années 1970, Michel Foucault avait montré comment le néolibéralisme, c'est-à-dire la généralisation de la concurrence dans toutes les activités humaines (éducation, santé, comportements individuels), loin d'être le fonctionnement spontané des sociétés humaines, était un projet politique dont l'application nécessitait l'action puissante de l'État. Pour privatiser, pour déréguler, pour imposer la loi du profit, il faut un État fort, comme on le voit aux États-Unis ou en Chine...

(3) Comme nous le rappelle l'étymologie latine du mot: cum, «avec» et munus qui évoque l'idée de tâche collective et d'obligation mutuelle. Ou encore comme a essayé de le théoriser un Charles Fourier, fondateur de l'École sociétaire et sa promesse de bonheur.

(4) Aristote définissait le bien commun comme ce qui est l'objet d'une délibération commune.

(5) Si le 1er secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis semble s'être emparé aujourd'hui à son tour du concept, il semblerait que ce soit Laurent Fabius le premier, dans un texte du 17 juin 2003 publié dans les colonnes de Libération dont le titre est "Pour une social-écologie", qui emploie le terme et définit ce que doit être, de son point de vue, la « social-écologie ». Le député de Seine-Maritime reprendra cette idée de social-écologie dans un ouvrage qu'il publiera en 2004 : "une certaine idée de l'Europe" (éditions Plon).

Le Jeudi 3 novembre 2005, on voit réapparaître dans les médias ce terme de "social-écologie". L'ancien collaborateur de Laurent Fabius à Matignon (de 1984 à 1985), Jean-Paul Besset, dans un entretien à Politis, reprend le mot de Laurent Fabius dont il a été un temps le conseiller : "Je ne crois pas, en l'état actuel des choses, à l'émergence d'un mouvement politique ou à la transformation miraculeuse de tel ou tel parti, y compris les Verts, en porte-parole de l'analyse que je tiens. La solution naîtra de pratiques sociales qui, peu à peu (c'est la vision optimiste, pas forcément celle qui triomphera), recouvriront les anciennes pratiques sociales. De cette marée montante naîtra un mouvement politique naturel, ce que j'appelle une social-écologie, qui remplacera la social-démocratie."

Dans un débat face à Jean-Paul Besset (Nouvel Obs en décembre 2009), Pierre Moscovici nous explique à son tour son nouveau credo écolo : "L'avenir, aujourd'hui, je suis d'accord, c'est la social-écologie. Mais pas le dépassement de la gauche et de la droite." Le député du Doubs poursuivra cette idée lorsqu'il défendra ses orientations devant le Conseil national du PS : "Ce texte, c'est le choix de la social-écologie ».

En 2011, Eloi Laurent, économiste sénior et conseiller scientifique à l'OFCE utilise à son tour la notion de « social-écologie » in « Social-Ecologie, contre l'écolo-scepticisme et l'écolo-fatalisme » (Flammarion).

Et plus récemment, en 2015, Jean-Louis Bianco avec « Social-écologie, démocratie : en avant ! » : Contribution thématique au congrès du Parti Socialiste de Poitiers (Juin 2015) présenté par Guillaume Garot et Jean-Louis Bianco (proches de Ségolène Royat).

(6) Catégorie que les sciences sociales (sauf chez les anglo-saxons qui préfèrent invisibiliser cette catégorie sociale) appellent les « classes populaires »